



PREFÈTE DE LA LOIRE

ARRETE PREFECTORAL 50710PP144
portant modificatif à l'arrêté d'exécution par l'ADEME de TRAVAUX D'OFFICE
tendant à la mise en sécurité de la société ISOCHROME
sur le territoire de la commune de SORBIERS

La Préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le titre I du Livre V du code de l'environnement (partie législative) et notamment les articles L. 171-7 et L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 mars 2000, modifié par arrêté du 23 juin 2009 réglementant les activités exercées par la société ISOCHROME, sur le territoire de la commune de SORBIERS – 9 et 12 rue Blanchard ;

VU l'arrêté préfectoral de mesure d'urgences du 2 juin 2010 visant à l'élimination des bains de rinçage contenant de l'acide chromique sous 8 jours, à l'élimination des déchets présents 9 rue Louis Blanchard sous 8 jours, et à la réalisation d'un diagnostic de l'état de pollution des sols et des eaux au droit du site sous 15 jours ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 juin 2010 mettant la société ISOCHROME en demeure de respecter sous un délai de 15 jours les prescriptions de l'arrêté du 23 juin 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2011 portant consignation d'une somme de 130 000 € pour l'évacuation des bains de rinçage d'acide chromique non utilisés, l'évacuation des liquides encore présents dans les rétentions, la mise en place des rétentions manquantes et du bassin de confinement, la mise en place des dispositifs de sécurité ou de protection du site, la mise en place de piézomètres en amont et en aval du site, la réalisation de l'inventaire de substances dangereuses présentes sur le site, le diagnostic de pollution des sols sur la partie du site 9 rue Blanchard et un diagnostic de pollution des eaux sur l'ensemble du site ;

VU le jugement du tribunal de commerce de ST-ETIENNE en date du 28 avril 2011 plaçant le site en liquidation judiciaire et nommant Maître ROCHE, liquidateur judiciaire de la société ;

VU l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2012 mettant en demeure le liquidateur judiciaire de respecter les dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement relatives à la mise en sécurité du site sous un délai de deux mois ;

VU l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2012 mettant en demeure le liquidateur judiciaire de faire éliminer les transformateurs au PCB sous un délai de deux mois ;

VU la lettre de M. le Maire de SORBIERS en date du 13 mars 2014 demandant la confirmation de l'étude de mise en sécurité faite par l'ADEME.

VU la lettre de madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie en date du 19 mai 2014 autorisant madame la Préfète de la Loire à charger l'ADEME de réaliser d'office les mesures de mise en sécurité du site ;

VU l'arrêté préfectoral de travaux d'office en urgence impérieuse du 6 juin 2014, confiant à l'ADEME la réalisation des opérations de mise en sécurité du site, et notamment, la sécurisation des accès du site et l'évacuation des acides et bases chromiques contenus dans les bains de traitement et cuves générant un risque d'accident ;

VU l'arrêté préfectoral de travaux d'office du 6 août 2014 confiant à l'ADEME la réalisation des opérations de mise en sécurité du site ;

CONSIDERANT que le site est susceptible d'être à l'origine d'une pollution de l'air, des sols, des eaux superficielles et souterraines ;

CONSIDERANT que la situation constatée présente un grave préjudice aux intérêts protégés visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT les préconisations du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie relatives à l'intervention de l'ADEME ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire ;

ARRETE

Article 1er

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté n° 300/2014/DDPP du 6 août 2014 sont remplacées par les dispositions suivantes :

"Il est procédé, aux frais de Maître ROCHE, liquidateur judiciaire, des personnes physiques ou morales responsables de la pollution, à l'exécution des travaux de mise en sécurité et des études associées pour la société ISOCHROME sise 9 et 12, rue Louis Blanchard à SORBIERS :

- évacuation de l'amiante, des hydrocarbures, des transformateurs PCB et autres déchets dangereux sur site
- évacuation des déchets restant sur site : déchets solides souillés, DIB, DEEE, boues...
- contrôle des eaux superficielles et souterraines (en hautes eaux et basses eaux)"

Article 2


En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 3

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire, Madame la Directrice départementale de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de SORBIERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

6 NOV. 2014

Fait à Saint-Etienne, le


pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général

Gérard LACROIX

Copie adressée à :

- Maître ROCHE, liquidateur judiciaire de la société ISOCHROME
- Monsieur le maire de SORBIERS
- Direction départementale des finances publiques, pôle gestion publique, division mission domaniale
- Monsieur l'Inspecteur des installations classées, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Unité Territoriale de la Loire
- ARS Loire, service environnement et santé
- Archives
- Chrono

